

CHRONIQUE

Jézabel Coussepé-Soubeyran
Economiste

Jézabel Coussepé-Soubeyran : « La monnaie légale est-elle le bien public qu'elle prétend être ? »

Les cryptomonnaies sont accusées de déstabiliser l'économie, de polluer la planète et d'échapper à tout contrôle. Mais n'en est-il pas de même de la monnaie traditionnelle, créée à jets continus par les banques centrales ?

Publié le 04 décembre 2021 à 05h00 - Mis à jour le 05 décembre 2021 à 06h52 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Chronique. La cryptomania ambiante polarise le débat. Le bitcoin est, pour ses adeptes, la promesse d'un eden monétaire, sans Etat, sans banques et sans banques centrales.

Le bitcoin a réveillé la fibre écologique de ses contempteurs, qui dénoncent sa voracité énergétique et son désastreux bilan carbone. On rappellera que, dans la technologie de la chaîne de blocs, base du bitcoin, les transactions enregistrées dans le registre distribué font l'objet d'une opération de « minage ».

Le protocole de validation du bitcoin démultiplie en effet l'énergie consommée, car il fait travailler les mineurs en même temps à la validation d'un même bloc et réserve la récompense à celui qui apporte la plus grande « preuve de travail ».

Lire aussi | Le bitcoin, cryptomonnaie du crime ou de la liberté

Newsletter - LA LETTRE DES IDÉES - Votre rendez-vous hebdomadaire avec la vie intellectuelle.

Les estimations de la consommation électrique mensuelle du bitcoin, comme celle que met à jour quotidiennement l'université de Cambridge (9,52 térawatts-heures en novembre) gagneraient à être effectuées pour un plus large ensemble de cryptomonnaies - il en existe des milliers - en fonction de leur protocole de validation.

Cris d'orfraie

L'estimation des émissions de CO2 qui en découlent (entre 3 millions et 15 millions de tonnes entre 2016 et 2018, d'après une étude publiée en 2018 dans la revue Nature Sustainability) ne va pas de soi, car tout dépend de la source électrique : quand l'électricité consommée par les mineurs est produite avec du charbon, l'empreinte carbone est énorme, quand elle l'est avec de l'éolien, du solaire, de l'hydro, elle est nulle.

Mais plutôt que de pousser des cris d'orfraie contre la dépense énergétique du bitcoin, mieux vaudrait soumettre les fournisseurs de services de minage à une licence, qu'ils obtiendraient à la condition de fonctionner en achetant exclusivement du « surplus » d'énergie renouvelable non stockable.

Lire aussi | Les cryptomonnaies, encore très énergivores, à la recherche d'un avenir plus vert

En attendant, quand Luis de Guindos, le vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), dénonçait dans la Financial Stability Review l'« empreinte carbone exorbitante » du bitcoin, s'interrogeait-il aussi sur celle des banques et sur l'action de la BCE pour y remédier ?

Les six plus grands groupes (BNP Paribas, Crédit agricole, Société générale, BPCE, La Banque postale et Crédit mutuel), avec les 3,3 milliards de tonnes équivalent CO2 qu'ils portent à leur bilan, ont une empreinte carbone qui fait 7,9 fois celle de la France.

Projet de société

Le grief n'est pas moins cauteleux quand il consiste à pointer la menace pour la stabilité financière. Car si, assurément, une énorme bulle s'est formée autour des crypto-actifs, dont on ne sait pas ce qu'il restera quand elle éclatera, celle-ci coexiste avec beaucoup d'autres bulles sur des actifs tout à fait standards (actions, obligations, immobilier...).

Par leur politique monétaire, les banques centrales favorisent grandement l'instabilité potentielle qu'elles dénoncent et qu'elles sont pourtant censées prévenir !

Lire l'analyse : « Ne jetons pas le bitcoin avec l'eau de la spéculation »

Enfin, pour ce qui est de la dangereuse privatisation de la monnaie qui adviendrait avec les cryptomonnaies, demandons-nous si la monnaie légale est le bien public qu'elle prétend être. C'est à son accaparement par le secteur bancaire et financier qu'entendent répondre des innovations financières comme les cryptomonnaies ou les monnaies complémentaires.

Alors, plutôt que de reprocher aux crypto-actifs ce qui peut l'être tout autant à la monnaie légale, interrogeons-nous sur les raisons de leur développement, sur le projet de société qui les sous-tend. De quelle société voulons-nous donc ?

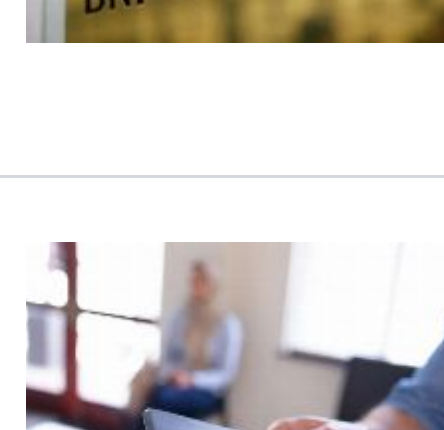
Jézabel Coussepé-Soubeyran est maîtresse de conférences en économie à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne et conseillère scientifique à l'Institut Veblen.

Jézabel Coussepé-Soubeyran (Economiste)

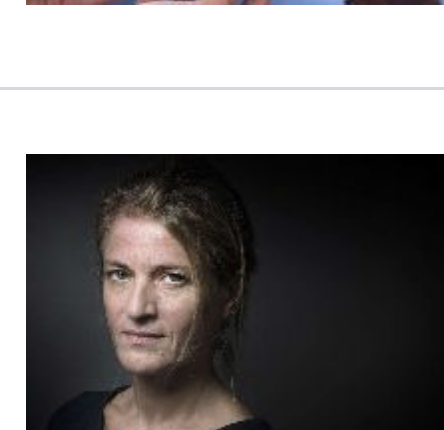
Contenus sponsorisés par Outbrain - Découvrez l'Aqua Mundo / Nouvelle Toyota Yaris Cross Hybride à partir de 209€/mois !

Dans la même rubrique

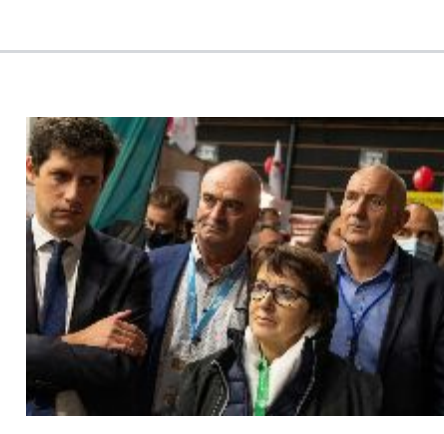
A Aubervilliers, BNP Paribas va répartir clients en difficulté et clients prometteurs entre ses deux agences. Les clients « peu autonomes » seront regroupés à l'agence des Quatre-Chemins, classés en 2019 « quartier de reconquête républicaine ».



Lydia, l'entreprise française spécialisée dans le paiement mobile, devient une « licorne » valorisée à un milliard de dollars. La société a bouclé une levée de fonds de 100 millions de dollars.



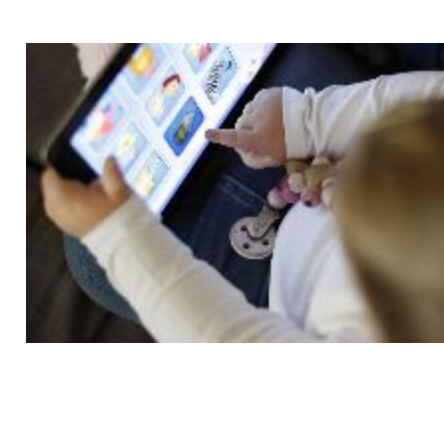
Nathalie Azoulai : « Avec Zemmour, j'invente peut-être la catastrophe, mais je suis écrivaine, j'ai le droit ». TRIBUNE. La romancière, qui voit dans les hybridations idéologiques du candidat d'extrême droite à la présidentielle un niveau de confusion « sans égal ».



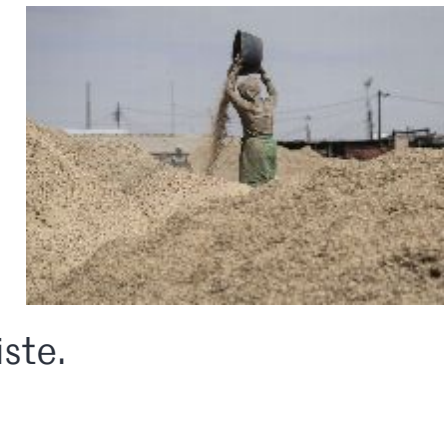
« Aucun gouvernement n'a suivi ou devancé avec une telle constance les desiderata du productivisme agricole ». CHRONIQUE. Un canular orchestré par Extinction Rebellion annonçait, fin novembre, la fusion de la FNSEA et du ministère de l'Agriculture.



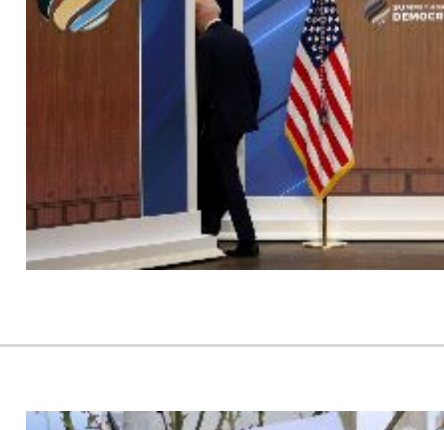
Arménie : « Nous refusons de voir Eric Zemmour s'approprier nos douleurs ». TRIBUNE. Le candidat d'extrême droite est pour trois jours en Arménie alors même qu'il s'était opposé aux lois pénales de la négation des génocides dénonçant, dans une tribune au « Monde », des Français d'Arménie, des Franco-Arminiens et des Arméniens francophones.



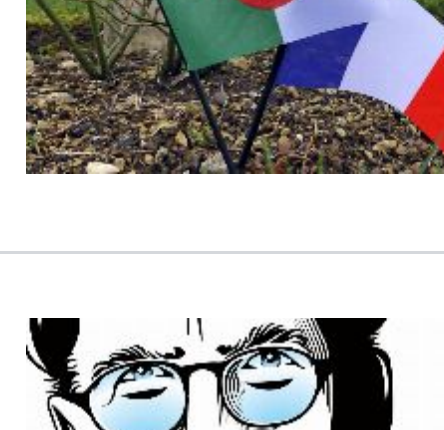
« La surexposition des enfants aux écrans pourrait être le mal du siècle ». TRIBUNE. A l'initiative de Caroline Janvier, députée LRM, un collectif de parlementaires transpartisans et de personnalités, dont Gaspard Koinig, Nicolas Siris et Benoît Hamon, appelle à l'élaboration collective d'une proposition de loi visant à la prévention et la sensibilisation des parents.



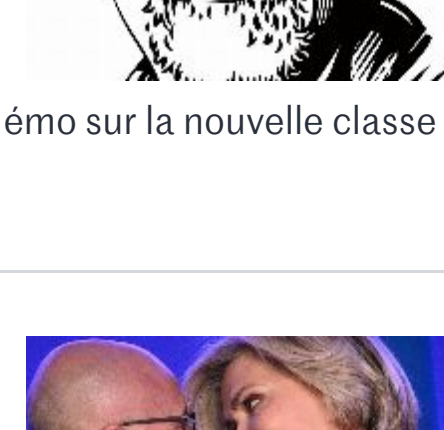
Thomas Piketty : « La planète va devoir prendre en compte les multiples fractures inégalitaires qui la traversent ». CHRONIQUE. Le « Rapport sur les inégalités mondiales » rend compte de l'hyperconcentration du patrimoine, mais aussi de la trop lente avancée de la lutte contre les inégalités de genre et environnementales.



Le sommet pour la démocratie de Joe Biden a déçu. ÉDITORIAL. L'événement a trahi l'embarras américain, à la fois sur la liste, critiquée, des invites, mais aussi dans l'aveu même du président Biden selon qui les Etats-Unis n'étaient pas toujours à la hauteur des idéaux démocratiques.



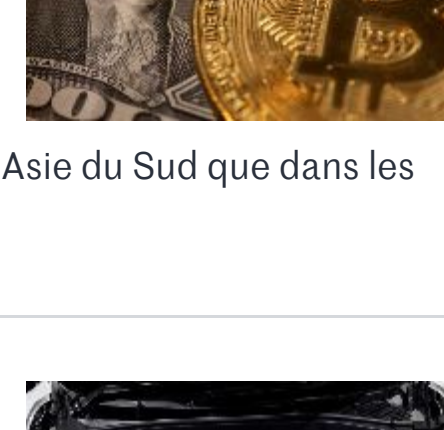
En France aussi, la guerre d'Algérie est une rente mémorielle. Jamais sans doute depuis les années 1960, le conflit algérien n'a tenu une telle place dans les débats politiques français.



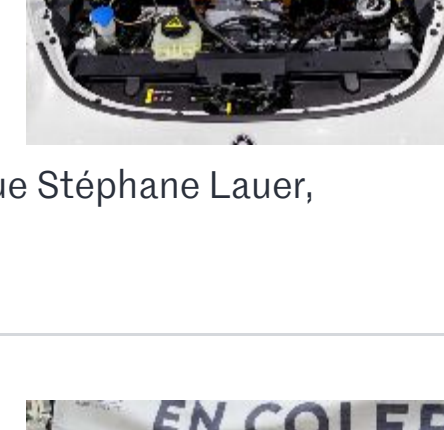
Bruno Latour : « L'écologie, c'est la nouvelle lutte des classes ». Afin de remédier à l'impuissance politique face au réchauffement climatique et de remobiliser une écologie qui oscille souvent entre la moralisation et l'ennui, le philosophe et sociologue repense la notion de conflit social.



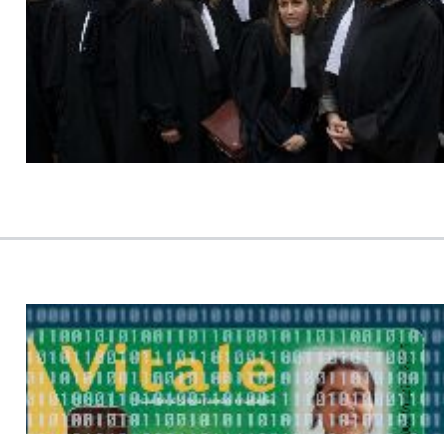
Gaël Perdriau : « Cher Christian Jacob, je continue à perdre de votre parti se laisse glisser les thèses de la droite identitaire ». TRIBUNE. S'adressant au président des Républicains, qui l'a démis de ses fonctions de vice-président de LR, le maire de Saint-Etienne s'inquiète, dans une tribune au « Monde », de la dérive idéologique de sa famille politique.



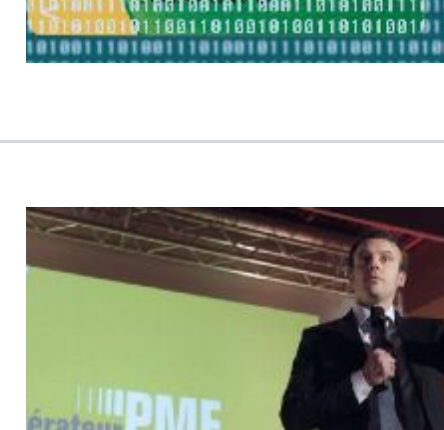
« Dans les pays en développement et émergents, les échanges de bitcoins sont devenus une alternative valable aux systèmes bancaires ». TRIBUNE. Les deux chercheurs en finance Francisc Rodriguez Tous et Angela Gallo constatent, dans une tribune au « Monde », que l'adoption des cryptomonnaies est beaucoup plus rapide en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud que dans les pays occidentaux.



« Il faut réévaluer le coût réel du basculement vers la voiture électrique ». CHRONIQUE. Ce qui frappe depuis le lancement des premières voitures électriques, c'est la myopie avec laquelle a été abordé ce bouleversentement, sans se demander s'il y aura de quoi fabriquer les dizaines de millions de batteries nécessaires à cette gigantesque transition.



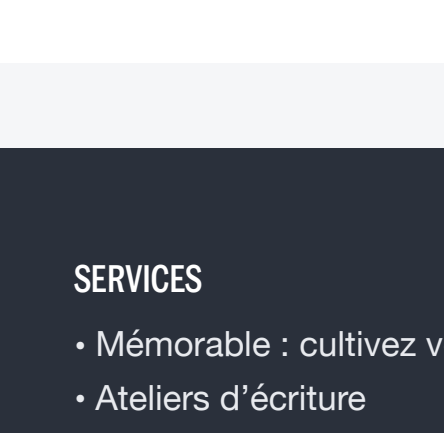
« La justice impose, il est urgent de la sauver ». TRIBUNE. Les Etats généraux de la justice organisés par le gouvernement ne pourront pas éviter un inventaire chiffré des besoins en moyens et en personnels pour remédier à cette faillite, soulignent, dans une tribune au « Monde », les avocats Matthieu Boissavy et Thomas Clay.



« Le projet de « grande Sécu » ne doit pas cloisonner les difficultés de notre système de santé ». TRIBUNE. L'économiste Carine Milcent revient, dans une tribune au « Monde », sur tout ce qui n'a pas été débattu par le projet de « grande Sécu », et qui reste pourtant à débattre.



« La distribution des aides aux entreprises s'avère inégalitaire et inefficace ». TRIBUNE. Certaines catégories sont bien plus avantagées que d'autres par les dispositifs de soutien. Une répartition non équitable qui limite les véritables objectifs de stratégie industrielle, constate l'économiste Nadine Levratto dans une tribune au « Monde ».



Services

RUBRIQUES, OPINIONS, SERVICES, NEWSLETTERS DU MONDE, APPLICATIONS MOBILES, ABONNEMENT, SITES DU GROUPE